

VIVRE ET TRAVAILLER AUX **ETATS-UNIS**



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Eidgenössisches Departement für
auswärtige Angelegenheiten EDA

Table des matières

A propos de ce dossier	3
1. Vue d'ensemble	4
2. Formalités d'entrée et visas.....	5
3. Importation et douane	12
4. Vaccinations et santé.....	15
5. Annonce et séjour	16
6. Travail.....	17
7. Prévoyance et assurance	20
8. Impôts.....	25
9. Regroupement familial, mariages et partenariats	27
10. Ecoles et éducation	29
11. Salaires et coût de la vie	30
12. Logement et transports	31
13. Culture et communication.....	32
14. Sécurité.....	34
15. Suisses et Suissesses	35
Contact.....	37

A propos de ce dossier

Objet

Le présent guide s'adresse aux personnes qui veulent quitter la Suisse pour s'établir durablement à l'étranger et y exercer une activité lucrative. Les informations qu'il contient reposent sur les dispositions légales et les instructions des autorités applicables aux ressortissants suisses.

Remarques

La présente publication et le contenu des pages Internet du DFAE ont un caractère purement informatif. Bien qu'ayant rédigé ce guide avec soin et contrôlé les sources indiquées, le DFAE ne peut en aucun cas garantir l'exactitude, la fiabilité et l'intégralité de ces informations. Nous déclinons par ailleurs toute responsabilité quant au contenu et aux prestations mentionnées. Qu'il s'agisse des publications sur papier ou des dossiers électroniques, nos brochures ne

constituent ni une offre ni une obligation et ne sauraient remplacer des conseils individualisés. Nos publications et nos pages Internet contiennent des « liens externes » sur lesquels nous n'avons aucun contrôle, raison pour laquelle nous nous déchargeons de toute responsabilité. Le contenu et l'exactitude des informations sur ces sites reviennent à ceux qui les mettent en ligne. Les prestations d'Emigration Suisse se fondent sur l'art. 51 de la loi du 26 septembre 2014 sur les Suisses de l'étranger, LSEtr (RS 195.1).

Glossaire

Pour une définition des termes et des abréviations ainsi que pour obtenir les coordonnées des organes cités, veuillez consulter le glossaire « Emigration Suisse ».

Editeur

Département fédéral des affaires étrangères
Direction consulaire
Emigration Suisse
Effingerstrasse 27, CH-3000 Berne

Les brochures paraissent en allemand, français et italien et ne sont disponibles qu'en format PDF sous www.swissemigration.ch

Loi sur les Suisses de l'étranger



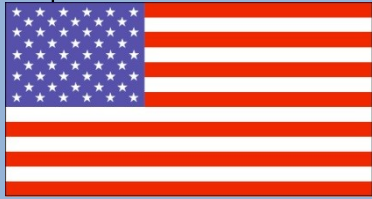
La loi sur les Suisses de l'étranger (LSEtr) est entrée en vigueur le 1er novembre 2015. Cette brochure a été modifiée en conséquence.

Berne, le 07.08.2019

Document: AS_USA_fr_V6.docx

1. Vue d'ensemble

Drapeau



Nom officiel du pays
USA (United States of America)

Superficie
9'629'091 km²

Langue nationale
American English

Nombre d'habitants
329 millions (2019)

Capitale
Washington, D.C.

Régime politique
République fédérale présidentielle

Chef de l'Etat
Donald J. Trump

Chef du gouvernement
Donald J. Trump

PIB par habitant
59 501 USD (2018)

Importations depuis la Suisse
40 068 millions CHF (2018)

Exportations vers la Suisse
20 874 millions CHF (2018)

Nombre de ressortissant(e)s suisses au 31.12.2018:
80 400

Accords bilatéraux
✓ [Banque de données des traités internationaux](#)

Administration et droit
La Constitution des Etats-Unis d'Amérique, outre les lois fédérales et le droit international, est la source de droit suprême. La jurisprudence peut varier fortement d'un Etat fédéré à l'autre. Certains d'entre eux connaissent encore la peine de mort.

Géographie

Les Etats-Unis d'Amérique sont le troisième plus grand pays au monde après la Russie et le Canada.

Climat

Du fait de la taille du territoire, de la diversité des paysages et de l'influence de deux océans, le pays présente une extraordinaire variété climatique.

✓ [Climat à Washington](#)

Météo (Washington, D.C.)

Mois le plus chaud: juillet (21–31°C); mois le plus froid: janvier (-1 à +4°C); mois le plus sec: février; mois le plus humide: août.

✓ [Météo aux Etats-Unis](#)

Décalage horaire

✓ [Carte des fuseaux horaires](#)



2. Formalités d'entrée et visas

Les conditions d'admission sur le territoire sont sujettes également à des changements à court terme. Pour des informations détaillées sur les exigences en matière de passeport et les formalités d'entrée, prière de vous adresser à la représentation diplomatique ou consulaire américaine compétente (ambassade ou consulat).

WWW

- ✓ [Représentations étrangères en Suisse](#)

DFAE Conseils aux voyageurs

Avant d'entreprendre votre voyage, nous vous recommandons de consulter les Conseils aux voyageurs sur la sécurité, régulièrement mis à jour par le DFAE et d'enregistrer vos voyages en ligne sur l'application Travel Admin. Le DFAE peut ainsi vous localiser plus facilement en cas de crise.

WWW

- ✓ [DFAE Représentations et conseils aux voyageurs](#)
- ✓ [DFAE Travel Admin](#)
- ✓ [DFFFAE Recommandations avant le départ](#)
- ✓ [DFAE Recommandations pour le séjour](#)

Généralités

Les ressortissants suisses peuvent se rendre sans visa aux Etats-Unis en vacances, pour affaires ou en transit pour une durée maximale de 90 jours (voir [«Visa Waiver Program»](#)).

Les Suisses désireux de se rendre aux Etats-Unis pour des motifs de travail (même temporaire), de formation continue, d'études (y c. écoles de langues), de participation à un programme d'échange, de recherche, etc. doivent être titulaires d'un visa. Il existe quelque 180 catégories de visas et de contingents annuels différents, impliquant une procédure de longue haleine et

un entretien personnel à l'ambassade des Etats-Unis à Berne.

WWW

- ✓ [Ambassade des Etats-Unis à Berne](#)

Les services américains de l'immigration (United States Citizenship and Immigration Services, USCIS) font généralement la distinction entre visas *immigrant* et *non immigrant*, les premiers étant délivrés uniquement aux personnes remplissant les conditions pour un séjour permanent aux Etats-Unis. *Les visas non immigrant* sont délivrés aux personnes qui séjournent temporairement aux Etats-Unis.

Tomber dans la catégorie des *immigrant* ou *non immigrant* est lourd de conséquences: les premiers pourront évoluer librement sur le marché du travail et déposer leur candidature pour tout type de poste, tandis que les seconds seront liés à un emploi précis, pour autant qu'ils aient été autorisés à exercer une activité lucrative.

Il existe d'innombrables catégories et sous-catégories de visas, sans compter que l'offre est régulièrement adaptée à la demande. Vous trouverez un aperçu de la situation actuelle en matière de visas sous les liens suivants:

WWW

- ✓ [Apply for a U.S. Visa in Switzerland](#)
www.ustraveldocs.com
- ✓ U.S. Visas
usvisas.state.gov

N.B.: les services américains de l'immigration sont très pointilleux. Veillez à suivre leurs instructions à la lettre!

Les ressortissants suisses, qu'ils résident en Suisse ou à l'étranger, peuvent s'annoncer auprès de fedpol pour être admis dans le **programme Global Entry**, qui accélère la procédure d'entrée sur le sol américain dès lors qu'un con-

trôle policier préalable est effectué en Suisse et aux États-Unis. Ces contrôles sont soumis à émoluments. Le programme Global Entry ne fait que simplifier les modalités d'entrée aux États-Unis ; il ne modifie pas les conditions d'admission sur le territoire. Par conséquent, il ne remplace pas le visa délivré par les États-Unis ni l'autorisation de voyage ESTA dont doivent disposer les ressortissants d'États non soumis à l'obligation de visa, comme la Suisse. Vous trouverez de plus amples informations sous les liens suivants :

WWW

- ✓ [U.S. Customs and Border Protection > Global Entry](#)
- ✓ [Fedpol > Global Entry-Programm](#)

Visa immigrant

Pour une immigration de longue durée, il existe notamment les catégories de visas suivantes:

- **regroupement familial** (*immediate relative & family sponsored*)
- **activité lucrative à durée indéterminée** (*employer sponsored*)
- **activité professionnelle indépendante** (*employment creation*)
- **Autres** (*diversity immigrant visa*)

Pour le regroupement familial et l'exercice d'une activité lucrative à durée indéterminée, il faut être parrainé (*sponsor*) par un citoyen américain ou un résident permanent (*US lawful permanent resident*, donc un titulaire de la carte verte), âgé de 18 ans au minimum.

Regroupement familial (family sponsored)

Peuvent prétendre au regroupement familial les groupes de personnes suivantes:

- le/la conjoint/e d'un ressortissant américain et ses enfants;
- les conjoints et enfants mineurs ou célibataires âgés de plus de 21 ans d'un résident permanent;
- les frères et sœurs d'un ressortissant américain âgé de plus de 21 ans, ainsi que leurs conjoints et enfants;

- les parents d'un ressortissant américain âgé de plus de 21 ans.

Seuls les parents directs peuvent faire office de parrain (N.B.: les grands-parents ne sont à cet égard pas considérés comme tels). Les demandes de visa doivent être déposées auprès d'une antenne régionale de l'USCIS (formulaire I-130). A noter que le nombre d'autorisations destinées aux parents proches (*immediate relatives*) n'est pas limité, alors que les autres catégories sont plafonnées.

WWW

- ✓ [Family of U.S. citizens \(USCIS\)](#)

Activité lucrative à durée indéterminée (employer sponsored)

WWW

- ✓ [Permanent workers \(USCIS\)](#)
- ✓ [Employment-Based Immigrant Visas \(Department of State\)](#)

Pour pouvoir solliciter un visa, il faut en principe avoir une offre d'emploi concrète ainsi qu'un document fourni par le *Department of Labor* (DOL) attestant de la pénurie de personnel qualifié dans le métier convoité et de l'absence d'impact du recrutement visé sur les salaires et les conditions de travail des employés nationaux. Pour décrocher ce sésame, connu sous le nom de *Labor certification* (formulaire ETA 9089), il faut s'adresser au *State Employment Service*. L'employeur devra ensuite déposer auprès de l'antenne régionale de l'USCIS une *Immigrant Petition for Foreign Worker* (formulaire I-140).

Chaque année, 140'000 personnes peuvent postuler pour cette forme d'immigration, sachant qu'il y a des quotas par pays et que certains groupes de personnes sont favorisées. Dès lors, il est souvent judicieux de faire appel à un avocat spécialisé en la matière.

Les immigrants hautement qualifiés, les investisseurs et lesdits *special immigrants* (p. ex. em-

ployés d'organisations internationales et personnes travaillant pour le gouvernement américain) n'ont pas besoin de cette attestation du DOL et peuvent déposer leur demande de visa directement à l'USCIS (formulaire I-140 ou I-360).

Les soins infirmiers sont soumis à des règles particulières.

✓ [WWW](#)
[U.S. Nursing Licensure for Internationally Educated Nurses \(NCSBN\)](#)

Activité professionnelle indépendante (employment creation)

Les étrangers investissant entre 500'000 et 1 million d'USD (selon le marché de l'emploi de la région en question) peuvent demander un visa d'*Employment Creation Investors*. Cela implique de créer dix emplois pour des ressortissants américains ou des immigrants, celui de l'investisseur lui-même ou des membres de sa famille n'entrant pas dans le calcul.

✓ [WWW](#)
[Immigrant Investor Visas \(Department of State\)](#)
✓ [EB-5 Immigrant Investor \(USCIS\)](#)

Autres (Diversity Visa Program)

Tous les ans, les Etats-Unis délivrent de façon aléatoire, et par tirage au sort, 50 000 « green cards » (la carte est jaune pâle avec un reflet vert) permettant de travailler et de devenir résident permanent. Les pièces à joindre au dossier et sa date de dépôt varient d'une année sur l'autre. Tous les pays autorisés à y participer – dont la Suisse – reçoivent un contingent. Le requérant doit avoir achevé des études de niveau secondaire ou avoir exercé au cours des cinq dernières années une activité professionnelle exigeant au moins deux ans de formation ou d'expérience. L'enregistrement doit être fait en ligne sur le site Internet du *Department of State*. Les conjoints et les enfants de moins de 21 ans peuvent être intégrés à la demande. Une carte verte est valable dix ans et doit être renou-

velée dans les délais (formulaire I-90). Non utilisée, elle expire après six mois.

✓ [WWW](#)
[Diversity Visa Program](#)

Visa *non immigrant*

Pour les non immigrants, il existe notamment les catégories de visas suivantes:

- **B** : touristes, visites (familiales), traitements médicaux, activité lucrative à durée déterminée ;
- **E** : investisseurs et affaires ;
- **F/M** : étudiants ou personnes en formation ;
- **H/L/O/P/Q** : activité lucrative spécifique à durée déterminée dans différents secteurs ;
- **I** : visa médias (pour les représentants des médias);
- **J** : visa de visiteur d'échange;
- **VWP** : Visa Waiver Program.

Le nombre de visas *non immigrant* délivrés n'est pas limité (à l'exception de ceux destinés aux travailleurs salariés; cf. «[Activité lucrative à durée déterminée](#)»). A l'entrée, il faut pouvoir présenter le billet de retour et prouver que l'on dispose des fonds suffisants pour couvrir le séjour.

Pour les non-immigrants en particulier, il existe une multitude de catégories et de sous-catégories de visas. Vous trouverez des liens avec les indications correspondantes sous la rubrique [Généralités](#).

Visas de tourisme et d'affaires (visa B-1/B-2)

Toute personne souhaitant se rendre aux Etats-Unis pour une période déterminée et exclusivement *for pleasure* (tourisme) ou *business* (voyage d'affaires) gagnera à solliciter un visa B-1/B-2. Elle devra à ce titre prouver qu'elle possède une résidence permanente hors des Etats-Unis et qu'elle a d'autres liens (familiaux p.ex.) qui l'obligent à quitter le pays au terme de son séjour.

WWW

- ✓ [B-1 Business Visa & B-2 Visitors Visa \(Department of State\)](#)
- ✓ [Business/Tourist Visa \(Apply for a U.S. Visa in Switzerland\)](#)

Séjour linguistique et études (visas F-1 et M-1)

Il existe deux types de visas étudiant, l'un pour les études professionnelles (M-1), l'autre pour les études académiques (F-1).

Les personnes effectuant un séjour linguistique dont le programme comprend plus de 18 semaines de cours ont besoin d'un visa étudiant. Suivant les écoles, il s'agira d'un visa F-1 (pour les cours d'anglais intensifs dispensés dans une université p. ex.) ou M-1 (autres institutions).

Les étudiants suivant un cursus de formation professionnelle à temps complet dans une école professionnelle reconnue par l'USCIS, un centre de formation professionnelle ou une autre institution non-académique (*vocational students/nonacademic students*), doivent déposer une demande de visa M. Si l'USCIS a préalablement donné son aval, ils pourront exercer une activité temporaire, pour autant que celle-ci intervienne dans le cadre d'une formation pratique. Ce visa est en général délivré pour une durée d'un an. Il est toutefois possible de prolonger la durée de séjour si la formation dure plus longtemps. Les conjoints de ces étudiants, de même que leurs enfants célibataires de moins de 21 ans, peuvent obtenir un visa M-2, celui-ci ne donne toutefois pas le droit d'exercer une activité professionnelle.

Les personnes suivant des études académiques (*academic students*) ont besoin d'un visa étudiant F-1, soumis entre autres aux conditions suivantes (les conditions détaillées pour l'obtention d'un visa F-1/M-1 peuvent être trouvées sur les sites de l'encadré à droite) :

- être domicilié en Suisse;
- être titulaire d'une attestation d'inscription délivrée par l'établissement d'enseignement américain (formulaire I-20) ;

- avoir des connaissances linguistiques suffisantes en anglais ;
- justifier des fonds suffisants.

La durée des études doit être déclarée lors de l'arrivée sur le territoire. Les étudiants inscrits dans un cursus à plein temps peuvent dépasser la durée de validité du visa, mais une fois seulement. De plus, s'ils quittent les Etats-Unis, ils devront déposer une nouvelle demande de visa dans leur pays d'origine. Le détenteur d'un visa F-1 est autorisé à travailler sur le campus. A compter de la deuxième année d'études, l'USCIS peut délivrer un permis de travail. Les conjoints de ces étudiants, de même que leurs enfants mineurs célibataires, peuvent obtenir un visa M-2 temporaire, celui-ci ne donnant toutefois pas le droit d'exercer une activité professionnelle.

WWW

- ✓ [Student Visa \(Department of State\)](#)
- ✓ [Student Visa \(Apply for a U.S. Visa in Switzerland\)](#)
- ✓ [Students and Exchange Visitors \(USCIS\)](#)
- ✓ [Students and Employment \(USCIS\)](#)
- ✓ [Délivrance d'un permis de travail - mode d'emploi](#)
- ✓ [Etudier à l'étranger \(Swissuniversities\)](#)

Programmes d'échange (visa J-1)

Le visa J-1 est prévu pour les *exchange visitors*, élèves, étudiants, apprentis, chercheurs, docteurs et spécialistes participant à un programme d'échange agréé par le Département d'Etat américain (ministère des affaires étrangères). La durée de séjour autorisée dépend de l'ampleur du programme d'échange, les programmes de stages en entreprise étant en général de 18 mois, les mandats de recherche ou d'enseignement pouvant s'étendre jusqu'à trois ans. Les conjoints de ces personnes, de même que leurs enfants célibataires de moins de 21 ans, peuvent prétendre au visa J-2, pour autant que le titulaire

principal assure financièrement la charge de sa famille. Sur place, ils pourront alors déposer une demande de permis de travail.

Un programme d'échanges Fulbright (programme de bourses d'études) a été mis au point entre les Etats-Unis et la Suisse depuis plusieurs années pour les étudiants et les enseignants. Suivez le lien ci-dessous pour de plus amples informations.

WWW

- ✓ [Exchange Visitor Visa \(Department of State\)](#)
- ✓ [Exchange Visitor Visa \(Apply for a U.S. Visa in Switzerland\)](#)
- ✓ [Student and Exchange Visitors Program](#)
- ✓ [Programme d'échanges Fulbright](#)

Au pair (visa J-1)

Pour partir en tant qu'au pair, il faut être titulaire d'un visa J-1, dont le nombre est restreint. Ces séjours sont limités à douze mois, prolongeables.

Exigences:

- être âgé entre 18 et 26 ans;
- avoir des connaissances linguistiques très biens
- avoir achevé des études secondaires ou un apprentissage;
- pouvoir justifier de l'expérience dans la prise en charge d'enfants en bas âge;

L'administration des séjours au pair a été déléguée à différentes organisations, qui peuvent fournir les renseignements nécessaires (voir le guide pratique «Séjour au pair»).

N.B.: il est interdit d'entrer aux Etats-Unis avec un visa de tourisme pour occuper un poste d'au pair officieux. La sanction est sévère : expulsion et interdiction de retourner sur le territoire des Etats-Unis.

WWW

- ✓ [Exchange Visitor Visa \(Department of State\)](#)
- ✓ [Exchange Visitor Visa \(Apply for a U.S. Visa in Switzerland\)](#)
- ✓ [Students and Exchange Visitors](#)
- ✓ [Au-Pair Program](#)
- ✓ [Guide pratique « Séjour au pair »](#)

Stagiaires (visa J-1)

La Suisse a conclu avec une organisation agréée par l'Etat, «Cultural Vistas», un accord portant sur l'échange de stagiaires (*trainees*). Celui-ci prévoit que les jeunes entrés récemment dans la vie active peuvent requérir un visa J-1 pour 18 mois, afin d'y parfaire leurs connaissances professionnelles et linguistiques. Sont admis comme stagiaires les citoyens suisses ayant achevé une formation professionnelle de deux années au minimum ou obtenu un diplôme universitaire. Limites d'âge: 18-35 ans. Les exigences détaillées figurent dans le guide de du SEM.

Dans un premier temps, vous devez trouver un poste ou une place de stage aux Etats-Unis, dans la profession apprise ou la filière d'études suivie. Vous devez ensuite suivre une procédure d'autorisation payante, dans le cadre de laquelle on vous demandera de fournir des documents supplémentaires. En cas d'approbation, vous pouvez demander un visa J-1 de stagiaire à l'ambassade des Etats-Unis. «Cultural Vistas» vous tient au courant de l'avancement de la procédure.

Important: Les formalités peuvent prendre jusqu'à deux mois. Vous n'êtes pas autorisé à séjourner aux Etats-Unis en cours de procédure! Une fois le visa obtenu, vous pouvez vous rendre aux Etats-Unis au plus tôt 30 jours avant la prise d'emploi, respectivement quitter le sol américain au plus tôt 30 jours après la prise d'emploi.

N.B.: La prise d'emploi doit se faire dans la profession apprise. Les professions médicales et

paramédicales, d'avocat et d'enseignant sont exclues de cet accord.

WWW

- ✓ [Cultural Vistas](#)
- ✓ [Stage professionnel à l'étranger \(ODM\)](#)

Activité lucrative à durée déterminée (visas H-1B/H-2B/)

WWW

- ✓ [Temporary Worker Visas \(Department of State\)](#)
- ✓ [Work Visa \(Apply for a U.S. Visa in Switzerland\)](#)

Toute personne désireuse de travailler aux Etats-Unis doit d'abord trouver un employeur, qui dépose une demande d'autorisation auprès du service régional de l'USCIS. Le visa varie en fonction de la formation, du métier et de la durée du séjour. Les catégories de visas les plus demandées sont les suivants :

- Visa H-1B (*Highly Skilled Workers in Specialty Occupations*) : peuvent prétendre à pareil titre les personnes disposant d'excellentes compétences et connaissances professionnelles, et titulaires d'un *Bachelor degree* d'une université américaine ou d'un diplôme académique équivalent discerné par une université étrangère. Les connaissances spécialisées peuvent relever notamment de la médecine, de l'architecture, des mathématiques, de la physique, de la théologie ou du domaine artistique. Tombent également dans cette catégorie les mannequins. La durée de validité de ce visa est en général de trois ans, renouvelables une fois.

WWW

- ✓ [H-1B Visum](#)

- Visa H-2B (*Skilled and Unskilled Temporary Workers*): ce visa est destiné au personnel qualifié (agriculture exceptée). L'employeur doit apporter la preuve qu'aucun citoyen américain correspondant au profil recherché ne peut être engagé et que le recrutement n'affectera pas les salaires et les conditions de travail des employés nationaux (*labor certification*). Le visa H-2B est valable au maximum un an, prolongeable une fois, la durée totale du séjour ne pouvant excéder trois ans.

WWW

- ✓ [H-2B Visum](#)
- ✓ [Guestworkers Programs](#)

Retraite (visa B-1/B-2)

Les Etats-Unis n'ont prévu aucun visa particulier pour les retraités. Même les étrangers qui y sont propriétaires d'un bien immobilier ne bénéficient donc d'aucune facilité pour y élire résidence. Ils peuvent y séjourner une partie de l'année seulement en étant titulaire d'un visa visiteur. Les autorisations délivrées aux retraités étrangers sont en général de six mois. Si les autorités établissent au moyen du passeport ou des registres de l'immigration qu'une personne réside principalement aux Etats-Unis, elles peuvent lui refuser l'entrée malgré un visa B1/B2.

WWW

- ✓ [B-1 Business Visa & B-2 Visitors Visa \(Department of State\)](#)
- ✓ [Business/Tourist Visa \(Apply for a U.S. Visa in Switzerland\)](#)

Visa Waiver Program

Le *Visa Waiver Program* exempte, sous certaines conditions, de l'obligation du visa les ressortissants suisses qui souhaitent transiter par les Etats-Unis, y passer leurs vacances ou y faire un voyage d'affaires, si la durée du séjour n'excède pas 90 jours. Sous ce régime, aucune prolongation du séjour ne peut être envisagée.

Toute personne voyageant dans le cadre du programme d'exemption de visa (*Visa Waiver*

Program) doit être titulaire d'un passeport à puce valable six mois après la date d'entrée sur le territoire. Un visa est exigé pour les détenteurs d'un passeport provisoire. Il faut obtenir une autorisation de voyage avant de se rendre aux Etats-Unis par voie aérienne ou maritime (émission au plus tard 72 heures avant le départ). Une autorisation de voyage est également requise pour les enfants en bas âge inscrits sur le billet de leurs parents, pour autant qu'aucun visa n'ait été délivré pour ce voyage.

Les passeports doivent contenir des données biométriques. Les autorités douanières enregistrent les empreintes digitales et une photo numérique des voyageurs. Pour de plus amples informations au sujet des passeports biométriques, veuillez suivre le lien ci-dessous.

WWW

- ✓ [Passeport \(fedpol\)](#)

Le formulaire électronique d'autorisation de voyage (ESTA) des autorités américaines responsables du contrôle des entrées doit être rempli au plus tard trois jours avant le départ. Il peut être téléchargé en suivant le lien ci-dessous.

WWW

- ✓ [Electronic System for Travel Authorization \(ESTA\)](#)

Veuillez noter que l'autorisation de voyage électronique délivrée dans le cadre du *Visa Waiver Program* permet aux voyageurs d'embarquer uniquement sur le vol choisi à destination des Etats-Unis. Elle est délivrée par l'officier d'immigration à l'aéroport et vaut dès lors uniquement pour l'aéroport en question !

WWW

- ✓ [Visa Waiver Program – Eligible Countries \(Department of State\)](#)
- ✓ [Visa Waiver Program \(Apply for a U.S. Visa in Switzerland\)](#)
- ✓ [Visa Ineligibilities \(Department of State\)](#)

La durée du séjour fixée par les autorités d'immigration au passage de la frontière ne doit en aucun cas être dépassée. Un tel dépassement constitue en effet une infraction pénale à la législation américaine sur l'immigration. Les autorités peuvent prononcer des peines pécuniaires mais aussi des interdictions d'entrée sur sol américain¹.

¹ Staying beyond the period of time authorized, by the Department of Homeland Security, and out-of-status in the United States, is a violation of U.S. immigration laws, and may cause you to be ineligible for a visa in the future for return travel to the United States. (www.travel.state.gov)

3. Importation et douane

3.1 Dispositions en matière d'importation

Quiconque entre aux Etats-Unis peut apporter, en plus de ses effets personnels (vêtements, appareil photos, etc.):

- 200 cigarettes ou 100 cigares ou 2 kg de tabac;
- 1 litre d'alcool (adultes âgés de 21 ans au minimum);
- des cadeaux d'une valeur maximale de 100 USD.

Certains Etats fédérés peuvent toutefois être plus restrictifs que d'autres. Prière de vous renseigner auprès de l'ambassade des Etats-Unis à Berne au sujet des prescriptions légales avant votre départ.

Le ministère américain de l'agriculture interdit l'importation de produits frais d'origine animale ou végétale en provenance de presque tous les pays. Si un produit contient de la viande, il ne peut être importé; en revanche, les produits de la boulangerie et les fromages conservés par un traitement approprié sont autorisés. Les aliments importés sont par ailleurs soumis aux dispositions édictées par l'agence américaine compétente en matière de sécurité des aliments, qui peut procéder à des contrôles et saisir les produits dont ils estiment qu'ils présentent un risque pour la santé. Veuillez également consulter la liste des produits autorisés par le ministère de l'agriculture.

WWW

- ✓ [Bringing Agricultural Products Into the United States](#)
- ✓ [U.S. Environmental Protection Agency \(EPA\)](#)

Si vous devez emporter des médicaments soumis à ordonnance, vous êtes tenus de les déclarer. A noter qu'ils doivent être transportés dans leur emballage d'origine et pourvus d'indications sur le domaine d'application et la posologie prescrite. De même, il est impératif d'emmener

une copie de l'ordonnance ou une lettre du médecin rédigée en anglais. Des produits apparemment inoffensifs sont également visés, comme les remèdes pour la toux, qui contiennent parfois de la codéine, un dérivé de l'opium.

Il est interdit d'importer des stupéfiants et des médicaments dangereux.

WWW

- ✓ [Traveling with Medications](#)

Si vous n'êtes pas certain d'avoir le droit d'emmener un produit en particulier, renseignez-vous auprès de l'*Animal and Plant Health Inspection Service* du *Department of Agriculture*, ou auprès de l'ambassade américaine compétente.

WWW

- ✓ [Traveler Information \(Animal and Plant Health Inspection Service\)](#)

3.2 Déménagement

Le mobilier personnel et l'équipement professionnel peuvent être importés en franchise de droits de douane, pour autant qu'ils ne soient ni neufs, ni destinés à la vente. Attention : aux Etats-Unis, les cuisines des appartements sont presque toujours équipées; de même, les chambres à coucher ont en général un dressing attenant, si bien que les armoires à vêtements sont superflues. Pour économiser des frais de transport et préserver un maximum de flexibilité pour le choix du logement, il est dès lors recommandé d'importer uniquement les meubles indispensables, sans compter que les meubles et les voitures notamment sont de toute façon moins chers sur place.

WWW

- ✓ [Déménagement, études, domicile de vacances, mariage et héritage \(AFD\)](#)
- ✓ [Household and personal effects, Packing / Inventory list](#)

3.3 Véhicules à moteur

Quiconque importe son propre véhicule pourra rouler avec pendant un an, ce qui vaut la peine seulement si la durée du séjour est supérieure à deux mois. Si l'on séjourne plus de douze mois, le véhicule devra être adapté aux normes de sécurité américaines. Si l'on entend revendre sa voiture au terme de son séjour, il est impératif de faire ces transformations et de payer des droits de douane supplémentaires.

Si vous importez durablement un véhicule fabriqué à l'extérieur des Etats-Unis ou de manière non conforme aux dispositions américaines, il est rare voire impossible qu'il réponde aux normes américaines, à moins qu'il n'ait été explicitement destiné à l'exportation vers les Etats-Unis. Il est alors pourvu d'un certificat autocollant et des documents de vente nécessaires. Si vous envisagez d'importer votre véhicule lors du déménagement et de le faire adapter aux normes, renseignez-vous sur les exigences ad hoc auprès de l'ambassade des Etats-Unis ou consultez les dispositions du *Department of Transportation* (DOT) ou de l'*Environmental Protection Agency* (EPA), et surtout, faites un calcul des dépenses que cette opération entraînera.

L'importation de véhicules usagés ne se justifie en principe que pour les modèles de collection, les véhicules anciens (plus de 25 ans) étant soumis à une réglementation spéciale.

WWW

- ✓ [Vehicle Importation and Certification Requirements \(DOT\)](#)
- ✓ [Importing Vehicles \(EPA\)](#)
- ✓ [Requirements for importing a personal vehicle \(CBP\)](#)
- ✓ [Informations par pays - Etats-Unis \(TCS\)](#)

Immatriculation du véhicule

Consultez les pages suivantes pour tout savoir sur l'immatriculation:

WWW

- ✓ [DMV – Department of Motor Vehicles](#)
- ✓ [Driver's licence / Car registration](#)
- ✓ [DMV – Registering a foreign-registered vehicle, car or motorcycle](#)

Reconnaissance du permis de conduire

Si le permis de conduire suisse est généralement valable six mois, chaque Etat a ses propres réglementations. Les personnes s'établissant aux Etats-Unis doivent dès lors rapidement s'adresser au *Department of Motor Vehicles* (DMV) pour savoir comment se procurer la *state licence* (permis de conduire de l'Etat). En tout état de cause, un *Social Security Number* vous sera réclamé. Pour l'obtenir, il faut en faire la demande à la *Social Security Administration*, démarche compliquée pour les résidents non permanents et pour les personnes non titulaires d'un permis de travail.

Nous attirons votre attention sur le fait que les loueurs de voitures et les autorités seront plus à l'aise si vous leur fournissez une traduction anglaise (uniquement pour l'ancien permis, de couleur bleue) ou un permis de conduire international, ce qui peut présenter un avantage en cas de contrôle routier ou d'accident. Ceux-ci ne seront cependant valable que si vous joignez le permis de conduire national.

Les offices cantonaux de la circulation routière délivrent en outre des permis de conduire internationaux. Ici encore, la traduction n'est pas un document officiel, mais elle facilite la communication.

Attention : apprenez le code de la route local et veillez à le respecter à la lettre. Si vous écopez d'une amende, veuillez la régler, sans quoi vous risquez des ennuis lors d'un éventuel prochain séjour aux Etats-Unis (cf. «[Formalités d'entrée et visas](#)»).

WWW

- ✓ [How to obtain a driver's license and other motor vehicle services](#)
- ✓ [American Automobile Association \(AAA\)](#)

Assurance

Bien que l'assurance responsabilité civile automobile ne soit pas obligatoire dans tous les Etats, il est recommandé d'en contracter une, de préférence d'un montant conséquent, car les sommes exigées en cas de sinistre sont souvent considérables.

WWW

- ✓ [Car Insurance Tips \(usa.gov\)](#)

3.4 Animaux domestiques

Les dispositions relatives à l'importation d'animaux de compagnie peuvent varier d'un Etat à l'autre. Veuillez vous renseigner directement auprès de l'Etat en question. Dans certains Etats ou territoires, entièrement préservés par la rage, les dispositions sont très restrictives (Hawaï, Guam, Samoa américaines imposent une mise en quarantaine de plusieurs mois).

Vous trouverez plus d'informations en consultant les sites ci-dessous.

WWW

- ✓ [Voyager avec des animaux de compagnie \(OSAV\)](#)
- ✓ [Center for Disease Control and Prevention: Bringing an Animal into the United States](#)
- ✓ [USDA – Animal and Plant Health Inspection Service](#)

3.5 Armes

Il convient d'adresser les questions relatives à l'importation d'armes à feu au *Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives*, Imports Branch, 244 Needy Road, Martinsburg, West

Virginia 25405 USA. Vous pouvez aussi vous adresser à l'ambassade des Etats-Unis à Berne.

WWW

- ✓ [ATF – Import Firearms, Ammunition, and Implements of War](#)
- ✓ [Ambassade des Etats-Unis à Berne](#)

3.6 Devises

Moyens de paiement - généralités

L'importation et l'exportation d'argent ou de moyens de paiement ne font l'objet d'aucune restriction. Cependant, si vous importez ou exportez (ou faites importer/exporter) un montant supérieur à 10 000 USD, ou si vous réceptionnez une somme conséquente et la transportez, vous êtes tenus de remplir le formulaire FinCEN 105 des douanes américaines. Dans le cas contraire, vous vous exposez à des peines civiles et pénales (saisie de l'argent et des moyens de paiement comprise). Par moyen de paiement, on entend entre autres les espèces en dollars américains ou dans tout autre monnaie, les chèques de voyage, les mandats, ainsi que les titres et les titres de placement, qu'ils soient nominatifs ou au porteur.

WWW

- ✓ [Formulaire FinCEN 105: Currency – amount that can be brought into the U.S.](#)
- ✓ [Ambassade des Etats-Unis à Berne](#)

Cartes de crédit

Aux Etats-Unis, les cartes de crédit (American Express, Diners Club, Visa, Mastercard/Eurocard) sont des moyens de paiement très répandus. Il est indispensable d'en posséder une avant d'y entrer.

4. Vaccinations et santé

4.1 Vaccinations

La législation des États-Unis en matière d'immigration exige que les demandeurs des visas *immigrant* soient soumis à certaines vaccinations avant de pouvoir l'obtenir (voir les liens ci-dessous).

WWW

- ✓ [Vaccinations \(Department of State\)](#)
- ✓ [Vaccination Requirements \(USCIS\)](#)

Pour les autres catégories de visas, il n'existe aucune exigence de vaccination. Pourtant, les conditions d'admission de certaines écoles ou universités contiennent des prescriptions en matière de vaccination. Il est vivement conseillé de se renseigner au préalable auprès de l'école/l'université.

En outre, il est recommandé de vérifier et de compléter les vaccins standards pour enfants et adultes. Consultez le site internet Safetravel, un médecin ou un centre de vaccination pour connaître les recommandations en matière de vaccination contre les maladies transmissibles et obtenir des informations sur les autres risques sanitaires.

Il est recommandé d'être vacciné contre les hépatites A et B si l'on entend se rendre dans des zones où les infrastructures médicales sont rares. Par ailleurs, la vaccination préventive contre la méningite est indiquée pour les enfants et les adolescents. Enfin, il peut être utile d'être vacciné contre la rougeole et la rage.

A noter encore que la fièvre du Nil occidental, qui peut provoquer la méningite, sévit dans plusieurs Etats durant l'été et l'automne. Ce virus est transmis par les moustiques (prévoir des produits anti-moustiques). Par ailleurs, certains Etats connaissent des cas de borréliose (maladie de Lyme), transmise par les tiques.

Prière de respecter également les conseils aux voyageurs actualisés sur Safetravel, le site Inter-

net du DFAE ou de l'«U.S. Department of Health and Human Services».

WWW

- ✓ [Safetravel](#)
- ✓ [Santé-voyages \(OFSP\)](#)
- ✓ [Représentations et conseils aux voyageurs \(DFAE\)](#)
- ✓ [Rapports nationaux - USA \(OMS\)](#)
- ✓ [Department of Health & Human Services](#)
- ✓ [Centers for Disease Control and Prevention CDC](#)

4.2 Système de santé

Aux Etats-Unis, exception faite de certaines régions très isolées, les soins médicaux sont garantis et attestent d'une haute qualité. Les séjours à l'hôpital sont toutefois nettement plus chers qu'en Suisse. Même en cas d'urgence, les hôpitaux exigent une garantie financière avant de traiter les patients (carte de crédit ou paiement d'avance). La plupart du temps, l'assurance-maladie est conclue par l'intermédiaire de l'employeur, mais elle n'est plus obligatoire dans certains cas. Compte tenu des coûts élevés du système de santé, il est fortement recommandé de conclure une assurance-maladie.

Stupéfiants et substances psychotropes

De nombreux pays appliquent des prescriptions particulières pour l'importation de médicaments psychotropes (p. ex. méthadone) et de substances destinées à soigner des malades psychiques. Le cas échéant, renseignez-vous directement avant votre départ auprès de la représentation étrangère compétente (ambassade ou consulat) et consultez les Conseils aux voyageurs du DFAE, qui contiennent des informations à ce propos ainsi que sur la médecine des voyages.

5. Annonce et séjour

5.1 Autorités locales

Le contrôle des habitants, auprès duquel il faut s'annoncer, n'existe pas aux Etats-Unis.

Les personnes étrangères sont enregistrées à leur arrivée; c'est à ce moment que les non-immigrants se voient formellement remettre leur autorisation de séjour.

WWW

- ✓ [U.S. Citizenship and Immigration Services](#)

5.2 Annonce auprès de la représentation suisse

Vos obligations

Les ressortissants suisses qui s'établissent à l'étranger doivent s'annoncer auprès de la représentation suisse compétente (ambassade ou consulat). Ils disposent à cet effet d'un délai de 90 jours à partir de l'annonce de départ auprès de la dernière commune suisse de domicile. Vous pouvez vous inscrire directement auprès de la représentation ou au guichet en ligne. Pour leur enregistrement en tant que Suisses de l'étranger, ils doivent présenter leur passeport (ou carte d'identité) valide, leur attestation de départ et, s'ils le possèdent, leur acte d'origine.

Vos droits

Gratuite, l'annonce facilite les contacts en cas d'urgence, allège les formalités (pour l'émission de documents d'identité en vue de procédures d'état civil p. ex.) et consolide le lien avec la Suisse. Les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent gratuitement la « Revue Suisse », magazine qui leur est dédié, et peuvent, sur demande, participer aux votations et aux élections en Suisse.

Plus d'informations

Davantage d'informations sur l'obligation d'annonce et sur le service militaire sont publiées dans le guide pratique « Emigration » et dans l'ABC thématique « Séjour à l'étranger / Emigration ».

WWW

- ✓ [Guide pratique « Emigration » \(DFAE\)](#)
- ✓ [ABC thématique « Séjour à l'étranger / Emigration » \(DFAE\)](#)
- ✓ [Service militaire \(DDPS\)](#)
- ✓ [Guichet en ligne DFAE](#)

6. Travail

6.1 Marché du travail

Les informations relatives à la situation de l'emploi sont publiées par le *Bureau of Labor Statistics*. L'*Occupational Handbook Outlook* offre un aperçu du marché actuel du travail ainsi que des pronostics pour certains secteurs d'activité. Le site web du *Department of Education* renseigne sur la promotion des métiers et des formations techniques par le gouvernement.

WWW

- ✓ [Informations pays Etats-Unis \(Switzerland Global Enterprise\)](#)
- ✓ [Information par pays \(SECO\)](#)
- ✓ [Department of Labor](#)
- ✓ [Bureau of Labor Statistics](#)
- ✓ [Occupational Handbook Outlook](#)
- ✓ [U.S. Department of Education](#)

6.2 Conditions de travail

Droit du travail

Il n'existe aucun droit du travail uniforme au niveau fédéral. Outre les prescriptions en matière de sécurité comme le *Fair Labor Standard Act* (FLSA), ce sont avant tout les Etats fédérés qui légifèrent en la matière.

Le droit du travail aux Etats-Unis étant d'inspiration libérale, la protection contre les licenciements est minimale. Le monde du travail fonctionne cependant de telle manière que lorsque les affaires reprennent, les entreprises sont promptes à réengager du personnel («*hire and fire*»).

Les employés ont en général 10 jours de congé payés, qui se composent de jours fériés (*holidays*), de jours de vacances (*vacation days*), de congés maladie (*sick days*) et de jours permettant de régler des affaires personnelles (*personal days*). En fonction de l'ancienneté, le nombre de jours de congé peut aller jusqu'à 14 jours après une année de service et jusqu'à 24 jours après 5 années de service.

Il est préférable de travailler chez un employeur qui propose à ses employés une assurance-maladie (*health insurance*), une assurance dentaire (*dental insurance*), une assurance contre les accidents de travail (*disability*) et/ou une assurance-vie (*life insurance*). Ces assurances sont en général à un prix avantageux et couvrent également les membres de la famille. Lorsqu'on perd son emploi, on perd cependant généralement ces couvertures. Les assurances-maladie individuelles sont extrêmement chères. Les entreprises d'une certaine taille proposent en outre un plan de prévoyance 401(k) (cf. [Prévoyance vieillesse](#)).

Seules les entreprises liées par une convention collective de travail et comptant des syndicats, p. ex. dans l'industrie automobile ou cinématographique, offrent des prestations sociales étendues, comparables à celles qui ont cours en Suisse.

WWW

- ✓ [Wages and the Fair Labor Standard](#)
- ✓ [Department of Labor](#)
- ✓ [Centrale syndicale AFL-CIO](#)

Contrats de travail

Aux Etats-Unis, les contrats de travail ne requièrent pas une forme particulière. Ils peuvent être et sont en général conclus oralement. Seuls les cadres ou les employés de grandes entreprises bénéficient généralement d'un contrat de travail écrit. Les réglementations sociales concernant le temps de travail, les vacances, l'assurance-maladie, etc. figurent dans le manuel des collaborateurs (*employee handbook*).

Permis de travail

Voir la rubrique «[Formalités d'entrée et visas](#)».

Activité professionnelle indépendante

En cas d'exercice d'une activité lucrative indépendante aux Etats-Unis, il convient de tenir compte de nombreuses particularités qui peuvent varier d'un Etat fédéré à l'autre. Outre les prescriptions en matière de visas (voir «[Activité professionnelle indépendante](#)»), elles touchent

avant tout au droit et à la fiscalité. La Chambre de commerce américano-suisse (SACC) vous apporte un soutien pour toutes ces questions. Sous le titre «Setting up a business», son site web fournit d'importantes informations sur la création d'entreprise aux Etats-Unis vue sous l'angle de la Suisse. De même, sous la rubrique «Events», il est possible d'établir des contacts déjà en Suisse. Aux Etats-Unis comme en Suisse, il existe diverses chambres du commerce locales (*chapters*) qui permettent d'entretenir des relations d'affaires.

Listes d'entreprises

Les chambres de commerce et de l'industrie américano-suisse tiennent à jour des listes des entreprises suisses implantées aux Etats-Unis.

WWW

- ✓ [Setting up a business \(SACC\)](#)
- ✓ [Regional Chapters \(SACC\)](#)
- ✓ [Informations pays Etats-Unis \(Switzerland Global Enterprise\)](#)

Pour les sciences, la formation, l'art et l'innovation, il existe un réseau séparé intitulé «Swissnex», qui dispose de bureaux à Boston, San Francisco et New York.

Pour assurer la promotion de la place économique suisse (Swiss Global Enterprise), il existe les «Swiss Business Hubs» à l'étranger, dont les équipes locales sont pour l'essentiel rattachées à une ambassade ou à un consulat général. Elles servent d'interlocuteur pour la promotion de l'économie suisse dans le pays concerné et disposent d'un bon réseau.

WWW

- ✓ [Swissnex](#)
- ✓ [Switzerland Global Enterprise](#)
- ✓ [Swiss Business Hubs](#)

6.3 Recherche d'emploi et candidature

Les employeurs américains ne sont pas friands des processus de candidature par correspondance, si bien que les exceptions se limitent aux professions où règne une pénurie de main-d'œuvre. Les contacts personnels directs ou

indirects (connaissances, collègues de travail, partenaires commerciaux) revêtent donc une importance déterminante. Sans maîtrise de la langue, il est peu probable de décrocher ne serait-ce qu'un entretien d'embauche (*job interview*). Toutes les pièces du dossier de candidature doivent impérativement être traduites en anglais.

Aux Etats-Unis, les compétences pratiques et la flexibilité sont plus valorisées que les diplômes et les attestations professionnelles. Seuls les spécialistes experts dans leur domaine peuvent espérer trouver dès le départ un poste qui corresponde à leur niveau de qualification. Pour les autres, il faut être prêt à commencer par du bénévolat, un stage ou un poste au pied de l'échelle hiérarchique (*entry level job*).

WWW

- ✓ [CareerOneStop – Your source for career exploration, training & jobs](#)

Services publics pour l'emploi

Il existe des services publics pour l'emploi et des bureaux de placement privés dont l'activité est réglementée par la loi.

Agences de placement privées

Les ressortissants américains préconisent eux-mêmes plutôt les agences privées. Les étrangers peuvent également y avoir recours. En guise d'honoraires, elles prélèvent un certain pourcentage du premier salaire, le plus souvent à la charge de l'employeur. Pour les postes de direction, il existe des *Executive search firms*, tandis que les *Employment/recruitment firms* s'occupent de pourvoir des postes d'employé de base et de cadre moyen. Les *Executive recruiters* peuvent également être contactés depuis la Suisse.

Les adresses d'agences de placement privées se trouvent dans les journaux et les pages jaunes (annuaires de branche) sous la rubrique «*Employment Agencies*». En outre, aux Etats-Unis, le placement est également l'affaire de nombreuses associations de bienfaisance, de paroisses ou encore de syndicats.

De nombreuses universités américaines disposent d'un *College Placement Office*, qui propose des services de conseil et de placement. Pour les personnes en début de carrière, les *Career centers* sont intéressants car ils organisent des bourses de l'emploi, établissent des liens avec les entreprises, proposent des ateliers, des conseils ou encore des cours pour perfectionner sa candidature ainsi que des offres de stage.

Candidature

Aux Etats-Unis, un dossier de candidature se limite à une lettre de motivation (*motivation letter*) et à un CV énumérant les expériences professionnelles et les qualifications (*resume*):

- Dans la lettre, expliquez pourquoi vous postulez pour cette société en particulier, pourquoi vous êtes la personne de la situation et ce que vous entendez apporter à l'entreprise. Vous gagnerez également des points en indiquant des personnes de référence ainsi que des objectifs de carrière. Les étrangers précisent également dans ce courrier quel est leur statut de séjour (s'ils disposent d'un permis de travail) et comment ils peuvent être joints (sans oublier leur adresse électronique).
- Sur deux pages A4 au maximum, dressez la liste de vos expériences professionnelles (*Work history*) et indiquez votre parcours de formation (*Education*) ainsi que vos compétences/intérêts particuliers (langues, etc.) en mettant en évidence les éléments pertinents par rapport au poste demandé, en particulier les expériences plutôt récentes.
- **N.B.:** Dans un CV à l'américaine, on ne saurait afficher des informations personnelles telles que l'âge, l'état civil, la religion, les loisirs, etc., pas plus d'ailleurs qu'une photo ou une signature!
- Les certificats de travail n'ont pas non plus leur place dans un dossier de candidature.

En Amérique du Nord, plus de la moitié des offres de travail sont publiées sur Internet, il est donc parfaitement normal de soumettre une candidature de grande qualité par courriel. Les employeurs apprécient les collaborateurs engagés, donc n'hésitez pas à appeler quelques jours après l'envoi de votre dossier pour vous assurer

que votre candidature est bien arrivée et qu'elle a été transmise à la personne compétente. Si l'employeur est intéressé, il vous contactera. Il s'agira alors de faire preuve de flexibilité et d'optimisme.

WWW

- ✓ [Astuces pour la candidature](#)
- ✓ [Resumes and applications - Career tools](#)

6.4 Diplômes et certificats

Si vous souhaitez étudier ou travailler à l'étranger, il faut faire reconnaître vos qualifications. Les universités et les employeurs mandent généralement des services spécialisés, les *credential evaluation services*, pour procéder à l'évaluation ou à la reconnaissance des qualifications étrangères. **Attention :** pour exercer dans le domaine de la santé, du droit ou des finances (p. ex. pour la comptabilité ou l'expertise comptable), un examen national complémentaire s'impose.

En raison de l'étendue de l'offre, le choix de l'université peut se révéler très difficile. N'oubliez pas que l'accréditation est le point le plus important pour la reconnaissance future de votre formation à l'étranger. Vérifiez ce point en consultant le site web du « Council for Higher Education Accreditation » (CHEA) (www.chea.org).

WWW

- ✓ [College Accreditation in USA](#)

Si, par la suite, vous voulez revenir en Suisse pour y poursuivre vos études, il est recommandé de discuter au préalable du choix de l'université et du cursus avec vos chargés de cours. Pensez à clarifier précisément la question de la reconnaissance auprès des instances compétentes (Swiss ENIC / Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI).

WWW

- ✓ [ENIC-NARIC](#)
- ✓ [Swiss ENIC \(swissuniversities\)](#)
- ✓ [Reconnaissance \(SEFRI\)](#)

7. Prévoyance et assurance

7.1 Système d'assurances sociales

Convention de sécurité sociale

Le 1er novembre 1980, la Suisse et les Etats-Unis ont signé une convention de sécurité sociale. Pour tenir compte des modifications législatives intervenues dans les deux pays, la convention a été révisée en 2014. Elle vise à garantir autant que possible l'égalité de traitement des ressortissants suisses et américains vis-à-vis de la sécurité sociale. La convention contient des dispositions concernant l'exportation de prestations à l'étranger et définit l'Etat dans lequel une personne est soumise à l'obligation de s'assurer et doit verser des cotisations aux assurances sociales.

Pour des informations détaillées à propos de la convention, veuillez consulter les liens ci-après ou contacter l'Office fédéral des assurances sociales. En cas de questions concernant l'assujettissement aux assurances sociales, veuillez vous adresser à votre caisse de compensation.

WWW

- ✓ [Conventions de sécurité sociale \(OFAS\)](#)
- ✓ [Brochure sur la convention CH-USA](#)
- ✓ [Convention de sécurité sociale CH-USA \(texte\)](#)
- ✓ [OFAS – Affaires internationales \(FAQ\)](#)

Système national d'assurances sociales

Les informations ci-après concernant les assurances sociales étrangères offrent un aperçu global. Elles ne remplacent pas une consultation auprès d'un assureur étranger, qui est seul compétent pour vous renseigner sur le système d'assurance national.

L'assurance sociale publique comprend la *Social security* (assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité) ainsi que le *Medicare/Medicaid* (assurance-maladie pour personnes âgées, invalides et économiquement faibles). Le finance-

ment de la *Social security* repose sur les cotisations obligatoires versées par la population active et s'élevant, pour les revenus annuels ne dépassant pas USD 128'400 (état en 2019, adapté chaque année), à 6.2% pour les employeurs, 6.2% pour les salariés et 12.4% pour les indépendants. Quant au taux de cotisation du système *Medicare*, il est de 1.45% pour les salariés et de 2.9% pour les indépendants, sans limite de revenu annuel.

Ont droit à des prestations au titre de ces assurances les salariés qui ont cotisé pendant au moins 40 trimestres (soit dix ans de travail). Les personnes plus jeunes ont également droit à des prestations avant ce terme en cas d'invalidité ou de décès (rente de survivants). Les personnes retraitées ou invalides dont les revenus sont très modestes peuvent solliciter un *Supplemental Security Income* (prestations complémentaires).

Pour pouvoir bénéficier de prestations sociales, il faut avoir un numéro de sécurité sociale (*Social Security Number*), dont les employés ont également besoin pour être engagés. De même, ce numéro est exigé pour de nombreuses prestations ou services publics (ou privés), par exemple pour se voir délivrer un permis de conduire. Il convient d'en faire la demande à un bureau local de la *Social Security Administration*, démarche compliquée pour les personnes sans permis de travail et pour les non-résidents. Les détenteurs d'une carte verte âgés de plus de 18 ans peuvent également demander un numéro de sécurité sociale auprès de l'ambassade des Etats-Unis à Berne.

WWW

- ✓ [How to get a Social Security number: www.ssa.gov/ssnumber](#)
- ✓ [Information for Immigrants www.ssa.gov/immigration](#)
- ✓ [Social Security Administration](#)
- ✓ [Medicare](#)
- ✓ [Medicaid](#)
- ✓ [HealthCare.gov](#)

7.2 Prévoyance vieillesse

Voir aussi «Système d'assurances sociales» et «Convention de sécurité sociale».

Plans de retraite (Retirement Plans)

L'*Employee Retirement Income Security Act* (ERISA) de 1974 est une loi fédérale qui détermine les standards minimaux de la plupart des plans de prévoyance vieillesse et santé volontaires. Cette loi prévoit deux types de plan de prévoyance: le premier, classique, définit des rentes fixes, le deuxième des cotisations fixes.

Cette dernière catégorie comprend le plan **401(k)**, souvent proposé par les entreprises. Il prévoit la déduction des cotisations à l'assurance-vieillesse du salaire avant impôts. L'impôt n'est prélevé qu'au moment du versement des cotisations. Ce montant est souvent renchéri de moitié par l'entreprise, c'est-à-dire que cette dernière contribue la même quote-part à la prévoyance vieillesse (p. ex. 3% du salaire). La loi fixe le montant maximal de la contribution. Le capital n'est disponible qu'après un certain temps. Les employés peuvent choisir la composition du capital (actions, obligations, emprunts, etc.). Avant toute décision d'investissement, il est urgemment recommandé de se renseigner auprès de son employeur et de l'*Employment Benefits Security Administration* (EBSA). Les décisions relatives à la prévoyance vieillesse et santé ont une portée financière majeure, étant précisé qu'il faut prêter une attention particulière aux frais.

Le plan 401(k) vaut uniquement pour l'économie privée. Le secteur public connaît des plans de prévoyance vieillesse distincts. Dans ce domaine, informez-vous également sur vos droits et devoirs.

WWW

- ✓ [Department of Labor \(DOL\) - Types of Retirement Plans](#)
- ✓ [DOL - Employer Benefits Security Administration \(ESBA\)](#)
- ✓ [Wallstreet Journal - What Is a 401\(k\)?](#)

Evolutions actuelles

D'ici à 2025, l'âge de la retraite sera progressivement relevé jusqu'à 67 ans. Le montant de la rente perçue est fonction des revenus touchés par le bénéficiaire entre l'âge de 21 et de 62, déduction faite des cinq années où il a gagné le moins. Il est possible de prendre une préretraite à partir de 62 ans, mais cela entraîne une réduction de la rente.

7.3 Assurance maladie et accident

Assurance maladie

Aux Etats-Unis, exception faite de certaines régions très isolées, les soins médicaux sont garantis et attestent d'une haute qualité. Les séjours à l'hôpital sont toutefois nettement plus chers qu'en Suisse. Même en cas d'urgence, les hôpitaux exigent une garantie financière avant de traiter les patients (carte de crédit ou paiement d'avance). La plupart du temps, l'assurance-maladie est conclue par l'intermédiaire de l'employeur, mais elle n'est plus obligatoire dans certains cas. Compte tenu des coûts élevés du système de santé, il est fortement recommandé de conclure une assurance-maladie.

Nombre d'entreprises et d'universités proposent une assurance-maladie collective couvrant également les membres de la famille, y compris parfois les concubins. Cf. aussi le chapitre 6.2 «[Conditions de travail](#)».

Medicare rembourse les frais de traitement des retraités alors que Medicaid prend en charge les frais des personnes handicapées ou socialement défavorisées. En cas de consultation à l'hôpital, aucune franchise ne s'applique de manière générale, mais les traitements ambulatoires peuvent occasionner des frais supplémentaires.

Les personnes détachées aux Etats-Unis par un employeur suisse restent en principe soumises à l'obligation de s'assurer en Suisse prévue par la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal). Il est recommandé aux personnes concernées de vérifier si leur assurance de base suisse est suffisante pour couvrir les coûts d'un traitement aux

Etats-Unis (en vertu de l'art. 36, al. 4, de l'OAMal, les prestations sont prises en charge jusqu'à concurrence du double du montant qui aurait été payé si le traitement avait eu lieu en Suisse).

WWW

- ✓ [Obligation de s'assurer pour assurés domiciliés à l'étranger \(OFSP\)](#)
- ✓ [Medicare](#)
- ✓ [Medicaid](#)
- ✓ [Health Maintenance Organization](#)
- ✓ [Preferred Provider Organization](#)

Assurance-voyage

Nous recommandons vivement aux personnes qui se rendent aux Etats-Unis pour un séjour temporaire de souscrire une assurance voyage (y compris une assurance-maladie et accident temporaire, assurance rapatriement, etc.), étant donné que les soins médicaux sont particulièrement onéreux aux Etats-Unis.

Accidents professionnels et invalidité

La législation de la plupart des Etats fédérés prévoit une obligation d'assurance contre les accidents professionnels pour certaines activités expressément citées. Les cotisations pour cette assurance sont généralement assumées par l'employeur; dans quelques rares Etats, le salarié en paie une partie. En cas d'incapacité de travail temporaire, les salariés perçoivent dans la majorité des Etats une partie de leur salaire pendant une durée limitée. Si l'incapacité de travail est définitive, le salarié peut le cas échéant prétendre soit au versement d'une rente à durée illimitée, soit au versement unique d'une somme conséquente. Environ un cinquième des Etats prévoient des prestations complémentaires pour les proches.

WWW

- ✓ [Social Security Disability Insurance](#)

7.4 Assurance chômage

Principes, cotisations, prestations

Les salariés bénéficient d'assurances-chômage réglées au niveau régional, dont les cotisations

sont prises en charge par les employeurs (Federal Unemployment Tax FUTA).

Les conditions d'ouverture du droit au chômage varient selon les Etats: dans la plupart d'entre eux, on exige un salaire minimum au cours de l'année précédant la demande, dans d'autres, une activité rémunérée préalable de 15 à 20 semaines. Lorsque la responsabilité du chômage est imputable au salarié (en cas de démission ou licenciement pour faute), il ne peut prétendre à des indemnités de chômage, ou alors avec un délai.

Les prestations correspondent à environ 50% du dernier salaire et sont versées pendant 26 semaines au maximum dans la plupart des Etats; cette durée est supérieure de 13 semaines dans les Etats affichant un taux de chômage particulièrement élevé. Environ un quart des Etats prévoit un soutien complémentaire pour les enfants et autres membres de la famille dépendant de la personne au chômage.

WWW

- ✓ [Unemployment Insurance \(US Department of Labor\)](#)

7.5 AVS/AI suisse

Versement des rentes ordinaires

Les rentes AVS et AI ordinaires (à l'exception de la rente AI d'un quart) peuvent être versées à n'importe quel lieu de domicile. Elles sont versées directement par la Caisse suisse de compensation (CSC), en principe dans la monnaie du pays de domicile. L'ayant droit peut aussi se faire verser sa rente en Suisse sur un compte postal ou bancaire personnel. Attention: les allocations pour impotent et les prestations complémentaires sont versées uniquement aux personnes domiciliées en Suisse.

AVS/AI facultative

Les Suisses qui résident hors de l'UE ou de l'AELE peuvent s'affilier à l'AVS/AI facultative entre autres à la condition qu'ils y aient été assurés pendant au moins les cinq années consécutives précédant la date de leur départ. L'affiliation à l'AVS/AI facultative ne les dispense

pas d'une éventuelle obligation d'assurance dans le pays où ils résident ou exercent une activité professionnelle. Le taux de cotisation s'élève à 10,1 % sur le revenu de l'activité lucrative, avec une cotisation annuelle minimale de CHF 950,00. L'AVS/AI facultative permet avant tout aux personnes qui n'exercent pas d'activité lucrative et qui, partant, ne peuvent souvent pas intégrer le système de sécurité sociale du pays étranger, de s'assurer contre les risques de vieillesse, d'invalidité et de décès.

Dispositions particulières

Employé d'une entreprise suisse

Les salariés résidant à l'étranger qui travaillent pour une société dont le siège est en Suisse, ainsi que le conjoint n'exerçant pas d'activité rémunérée qui les accompagne, font l'objet de dispositions particulières. La caisse de compensation AVS compétente fournit les renseignements nécessaires.

Etudiants

Les étudiants qui quittent leur domicile en Suisse pour suivre une formation à l'étranger peuvent continuer à cotiser à l'assurance AVS/AI sous certaines conditions.

Plus d'informations

Vous obtiendrez de plus amples informations sur l'AVS/AI facultative et sur les conditions d'adhésion auprès de la Caisse de compensation suisse, à Genève.

WWW

- ✓ [Caisse suisse de compensation \(CSC\)](#)
- ✓ [Centrale de compensation \(CdC\)](#)
- ✓ [L'AVS/AI facultative \(CdC\)](#)
- ✓ [Mémentos et formulaires \(AVS/AI\)](#)

Bénéficiaires d'une rente AVS(1^{er} pilier) et d'une caisse de pension (2^{ème} pilier)

Assurez-vous que les rentes de l'assurance-vieillesse et survivants (AVS), des caisses de pension ou d'autres assurances puissent être versées correctement. Il est donc nécessaire d'informer dès que possible la caisse de compensation, la caisse de pension et l'assureur de tout changement de domicile. Chaque année, la Caisse suisse de compensation (SCS)

envoie à tous les bénéficiaires de prestations un formulaire « certificat de vie et d'état civil ». Afin que la rente puisse être versée sans interruption, ce formulaire doit être rempli, dûment certifié par l'autorité locale compétente et retourné dans les 90 jours.

Imposition des rentes versées par les caisses de pension

La Suisse prélève en général un impôt à la source sur les rentes versées par les caisses de pension lorsque leur bénéficiaire réside à l'étranger. Certaines conventions de double imposition prévoient la suppression de l'impôt à la source ou la possibilité, pour le bénéficiaire, de se le faire rembourser dans son pays de résidence (voir chapitre « Impôts »).

7.6 Aide sociale et prévoyance

Aide sociale aux Suisses de l'étranger (ASE)

La section Aide sociale aux Suisses de l'étranger (ASE) du DFAE accorde, sous condition, des prestations d'aide sociale aux Suisses de l'étranger se trouvant dans le besoin. Lorsqu'une personne se trouve dans une situation de détresse, elle doit dans un premier temps mobiliser ses propres forces et ressources pour surmonter ses difficultés. Si elle ne parvient pas à améliorer sa situation, elle doit s'adresser à des parents ou à des amis pour voir dans quelle mesure ils pourraient lui venir en aide. La personne doit aussi se renseigner sur les aides ou prestations qu'elle pourrait obtenir de l'État de résidence. Ce n'est qu'en dernier ressort qu'elle peut se tourner vers la section Aide sociale aux Suisses de l'étranger (ASE).

Qu'est-ce qu'un Suisse de l'étranger?

Les Suisses de l'étranger sont des ressortissants suisses qui n'ont pas de domicile en Suisse et qui sont inscrits au registre des Suisses de l'étranger.

Bases légales

En principe, l'ASE peut venir en aide aux Suisses de l'étranger dans le besoin, à certaines conditions. L'aide sociale ne constitue cependant pas un soutien à long terme. Avant d'accorder son soutien à un ressortissant suisse à l'étranger, l'ASE prend en compte entre autres

ses relations familiales, ses relations dans l'État de résidence et la possibilité d'un retour. Une demande d'aide sociale peut être déposée auprès de la représentation suisse à l'étranger compétente.

Processus

L'ASE décide de donner suite ou de rejeter une demande d'aide sociale et, le cas échéant, définit également le montant, la forme et la durée de versement des prestations. Selon les situations, l'ASE octroie aux personnes démunies une aide financière sur place ou prend en charge les frais de retour en Suisse. Dans ce dernier cas, l'ASE coordonne, si nécessaire, l'aide initiale en Suisse avec les autorités cantonales.

Double nationaux

Des règles particulières s'appliquent aux personnes titulaires d'une seconde nationalité. En règle générale, les requêtes sont refusées si la nationalité étrangère est prépondérante. Les critères d'évaluation sont les liens avec la Suisse, les circonstances qui ont entraîné l'acquisition de

la nationalité étrangère par le requérant ; et surtout le pays dans lequel ce dernier a passé son enfance et suivi sa formation.

Remboursement des prestations

Les prestations d'aide sociale doivent être remboursées à condition que le remboursement exigé soit raisonnable et que le bénéficiaire ait les moyens de subvenir convenablement à ses besoins. (Cf. le formulaire « Droits et obligations »)

WWW

- ✓ [Aide sociale aux Suisses de l'étranger \(ASE\)](#)
- ✓ [Formulaires de demande](#)
- ✓ [Formulaire « Droits et obligations des requérant\(e\)s »](#)
- ✓ [Loi sur les Suisses de l'étranger](#)

8. Impôts

8.1 Impôts directs et indirects

Impôt sur le revenu

L'Etat fédéral, les Etats fédérés et les collectivités locales (les villes p. ex.) prélèvent des impôts, le plus lourd étant l'impôt fédéral sur le revenu. Les Etats en collectent également, mais il est sensiblement moins élevé; dans les Etats de l'Alaska, de la Floride, du Nevada, du Dakota du Sud, du Texas, de Washington et du Wyoming, il est même nul.

Imposition des résidents

La loi fiscale fédérale prévoit que les étrangers ayant le statut de résident permanent soient imposés sur la totalité de leur revenu, quel que soit le lieu où celui-ci a été généré. Sont considérés comme tels les détenteurs d'une carte verte, ainsi que les personnes ayant séjourné aux Etats-Unis plus de 30 jours durant la dernière année civile et au moins 183 jours durant cette même année et les deux années précédentes (N.B.: sont pris en compte dans ce calcul la totalité des jours pour la dernière année, un tiers des jours pour l'année précédente et un sixième pour la seconde).

Imposition des non-résidents

La loi fiscale fédérale prévoit que les étrangers n'ayant pas le statut de résident permanent soient imposés uniquement sur le revenu généré aux Etats-Unis.

Pour les personnes physiques, le taux de la *Federal Income Tax* (impôt fédéral sur le revenu) est progressif, étant précisé qu'actuellement (2019), le taux maximal était de 37%. A noter que les Etats-Unis imposent les employés à la source. Le montant final de l'impôt est établi sur la base de la déclaration annuelle que tous les contribuables sont tenus de rendre jusqu'au 15 avril (N.B.: les possibilités de déduction sont nombreuses).

Taxe sur la valeur ajoutée (Sales Tax)

Le taux de la TVA – compris entre 0% et 9% – peut varier non seulement d'un Etat à l'autre, mais même de ville en ville. Celle-ci sera tou-

jours calculée en sus des prix affichés (dans les magasins ou sur les menus des restaurants). Dans les hôtels, la taxe appliquée peut représenter jusqu'à 16 % du prix.

Impôt sur la fortune

Les Etats-Unis ne prélèvent pas d'impôt sur la fortune comme le fait la Suisse. Les Etats fédérés, les *counties* et/ou les communes perçoivent toutefois souvent un impôt sur certains éléments patrimoniaux, en particulier sur les biens immobiliers (*real estate taxes*) et sur les biens réels (*tangible personal property taxes*). Les taux varient d'une région à l'autre.

WWW

- ✓ [Internal Revenue Service IRS – International Taxpayers](#)
- ✓ [USA.gov Taxes](#)

8.2 Double imposition

La Suisse et les Etats-Unis ont conclu une convention visant à éviter la double imposition dans le domaine de l'impôt sur le revenu.

Celle-ci porte toutefois exclusivement sur l'impôt fédéral américain sur le revenu:

- Les personnes résidant en Suisse, séjournant aux Etats-Unis à titre temporaire et travaillant pour un employeur suisse sont imposées là-bas uniquement si leur séjour a duré plus de 183 jours.
- Les apprentis et les étudiants s'étant rendus aux Etats-Unis exclusivement pour y suivre une formation ne doivent pas payer d'impôts sur les sommes qui leur ont été versées de l'étranger pour subvenir à leurs besoins et payer leurs études.
- Les personnes établies aux Etats-Unis peuvent, à certaines conditions, exiger le remboursement de tout ou partie de l'impôt anticipé sur les dividendes et les intérêts prélevé par la Suisse.

En 1951, la Suisse et les Etats-Unis ont par ailleurs signé une convention de double imposition en matière d'impôts sur les successions.

WWW

- ✓ [Convention contre les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu](#)
- ✓ [Convention contre les doubles impositions en matière d'impôts sur les successions](#)
- ✓ [Double imposition \(SFI\)](#)
- ✓ [Demande en remboursement de l'impôt anticipé suisse pour les requérants domiciliés à l'étranger \(AFC\)](#)
- ✓ [Internal Revenue Service IRS – International Taxpayers](#)

8.3 Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)

Les ressortissants suisses imposables aux Etats-Unis sont concernés par l'accord FATCA. La loi fiscale américaine *Foreign Account Tax Compliance Act* (FATCA) doit permettre aux Etats-Unis d'obtenir l'imposition de tous les comptes détenus à l'étranger par les personnes soumises à l'impôt aux Etats-Unis. Il s'agit d'une réglementation américaine unilatérale, valable pour tous les pays, qui est applicable progressivement depuis le 1^{er} juillet 2014. La Suisse a mis en œuvre FATCA au moyen d'un accord bilatéral, entré en force le 2 juin 2014. La loi d'application qui s'y rapporte a été mise en vigueur par le Conseil fédéral en date du 30 juin 2014.

Ces bases légales prévoient que les comptes détenus par des *US persons* auprès d'établissements financiers suisses doivent être déclarés aux autorités américaines.

WWW

- ✓ [FATCA \(SFI\)](#)

8.4 Suisses de l'étranger et banques suisses

Problématique actuelle

Ces dernières années, le développement des réglementations (normes/standards internationaux, législation nationale et

règlements internes des établissements) a suscité auprès des instituts financiers une prise de conscience accrue des risques juridiques et de réputation, en particulier de ceux inhérents à leurs activités transfrontières. Il en résulte que les personnes domiciliées à l'étranger n'ont parfois qu'un accès limité, voire aucun accès, aux services financiers d'instituts financiers suisses. Certains d'entre eux continuent cependant, dans de nombreux pays, à offrir aux Suisses de l'étranger qui y sont domiciliés la possibilité d'ouvrir un compte privé, sous réserve des dispositions du droit local et du droit suisse.

Discutez de votre cas !

Les relations entre les clients et leur banque relèvent du droit privé. Il est recommandé aux personnes concernées de chercher le dialogue avec leur banque (dès le moment où elles préparent leur déménagement à l'étranger ou leur retour en Suisse), afin de trouver des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques.

Solutions

La Direction consulaire suit de près les évolutions en cours. L'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) cherche, en dialogue avec les autorités et les établissements bancaires, à obtenir une meilleure offre pour les Suisses de l'étranger concernés (pour plus d'informations, cliquer sur le lien ci-dessous). En plus de prendre contact précocement avec des établissements bancaires, les candidats à l'émigration peuvent demander à l'OSE de les conseiller et de leur fournir des informations sur les offres avantageuses. Si ces démarches ne suffisent pas à trouver une solution satisfaisante, les clients d'établissements bancaires suisses peuvent s'adresser à l'Ombudsman des banques suisses.

Vous trouverez ces informations et d'autres sur les sites suivants :

WWW

- ✓ [Services bancaires \(OSE\)](#)
- ✓ [Ombudsman des banques suisses](#)
- ✓ [Informations pour les particuliers \(Association suisse des banquiers\)](#)

9. Regroupement familial, mariages et partenariats

9.1 Regroupement familial

La site ci-dessous fournit des informations sur les procédures de regroupement familial.

WWW

- ✓ [How Can I Help a Family Member Immigrate? \(USCIS\)](#)

9.2 Mariages et partenariats

Droit au mariage

Depuis 2015, les couples homosexuels ont le droit de conclure un mariage sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis.

Le droit fédéral garantit des avantages et des privilèges spécifiques aux couples mariés selon le droit civil, notamment des rabais fiscaux, des procédures simplifiées de regroupement familial ainsi que des régimes spéciaux dans le domaine des assurances sociales. Par exemple, les conjoints ou les parents domiciliés dans d'autres Etats ou à l'étranger, ou encore les survivants ont droit aux prestations des assurances sociales [à certaines conditions](#). Ce droit ne s'applique pas aux unions civiles (*civil unions*) et aux partenariats domestiques (*domestic partnerships*).

WWW

- ✓ [Social Security Same-Sex Couples](#)

Communautés de vie analogues au mariage

Outre le mariage, il existe différentes formes d'union, notamment l'union civile (*civil union*) et le partenariat domestique (*domestic partnership*). La justification et la conception d'un tel partenariat dépend de la législation propre à chaque Etat.

- En Suisse, l'institution juridique du partenariat enregistré est la forme la plus proche de l'**union civile**. En 2015, cette forme de partenariat a été complétée ou partiellement remplacée par le mariage homosexuel en vigueur aujourd'hui. Plusieurs Etats ont également supprimé l'union civile à la suite de la légalisation du mariage entre partenaires de

même sexe. La forme juridique de l'union civile varie d'un Etat à l'autre.

- En revanche, le **partenariat domestique** représente un statut juridique qui dépend de la reconnaissance par la ville, le district ou l'Etat. Ce statut peut être comparé au concubinage ou à la communauté de vie et, en conséquence, implique moins de droits et de devoirs que le mariage ou le partenariat enregistré, par exemple. Les dispositions et les exigences varient en fonction de la ville, du district et de l'Etat.

Reconnaissance aux Etats-Unis des mariages et des partenariats conclus à l'étranger

Les mariages et les partenariats enregistrés conclus à l'étranger sont reconnus comme mariage selon le droit fédéral, alors que les partenariats analogues au mariage, tels que l'union civile ou le partenariat domestique, sont reconnus selon le droit de l'Etat concerné. Dans de nombreux Etats, l'union civile est l'équivalent du partenariat enregistré. Il s'agit toutefois de vérifier si l'Etat en question exige depuis 2015 que le partenariat soit converti en mariage.

Obligation d'annonce d'un mariage civil / partenariat enregistré contracté à l'étranger

Un mariage civil / un partenariat enregistré contracté à l'étranger est reconnu en Suisse et doit être signalé aux autorités de l'état civil suisses.

Les Suisses et les Suissesses sont tenus de signaler à la représentation suisse compétente à l'étranger le mariage / le partenariat enregistré qu'ils ont contracté à l'étranger. La représentation traduit et légalise les documents et les transmet sans frais en Suisse. A titre exceptionnel, le signalement peut être effectué également auprès des autorités cantonales de surveillance de l'état civil qui envoient si nécessaire les documents à la représentation suisse compétente à l'étranger pour que celle-ci les traduise et les légalise (contre émoluments).

Nous vous recommandons, avant le mariage / le partenariat enregistré, de vérifier auprès de la représentation suisse compétente quelles sont les formalités à remplir pour que l'union / le

partenariat enregistré soit reconnue le plus rapidement possible et introduite dans le registre de l'état civil en Suisse.

WWW

- ✓ [État civil – Obligation de communiquer \(Ambassade à Washington\)](#)
- ✓ [Mémento sur le mariage à l'étranger \(OFJ\)](#)
- ✓ [Mémento sur le partenariat \(OFJ\)](#)

10. Ecoles et éducation

10.1 Système scolaire

La scolarité est obligatoire dans tous les Etats, mais le système éducatif américain est très décentralisé; dans certains Etats, l'essentiel de la responsabilité est délégué à des districts scolaires locaux. Beaucoup d'écoles privées – en majorité des institutions ecclésiastiques – offrent en outre un cursus de scolarité obligatoire.

En principe, la scolarité obligatoire compte entre cinq et huit ans d'*Elementary School* (école primaire), puis entre quatre et sept ans de *High School* (école secondaire). Les écoles publiques sont gratuites. Au terme du secondaire, environ 10% des élèves suivent une formation professionnelle dans un *Community College*, tandis que 70% optent pour les études académiques, en se rendant dans un *College* ou une université. La rentrée scolaire a lieu début septembre et les grandes vacances commencent mi-juin.

Dans les écoles publiques, la scolarité obligatoire est financée presque entièrement par les pouvoirs publics.

Les apprentissages tels qu'ils sont dispensés en Suisse n'existent pas aux Etats-Unis, la formation professionnelle étant dans une large mesure intégrée aux *High Schools*. Les jeunes ne désirant pas faire d'études ont deux possibilités: soit ils entrent directement dans la vie professionnelle, où ils sont formés par leur employeur, soit ils s'inscrivent dans des écoles professionnelles privées qui proposent des cursus de plusieurs mois. Toutefois, il est rare de pouvoir accéder aux postes à responsabilité sans diplôme supérieur.

10.2 Ecoles suisses

Aucune école suisse n'est présente aux Etats-Unis.

WWW

✓ [Educationsuisse](#)

10.3 Ecoles internationales

Les grandes villes comptent des écoles internationales privées de qualité, dont certaines se calquent sur le calendrier et le programme du pays dont elles sont issues.

WWW

- ✓ [Ecoles internationales \(education-suisse\)](#)
- ✓ [Ecoles allemandes](#)
- ✓ [Ecoles françaises](#)
- ✓ [Council of International Schools](#)
- ✓ [Search for Schools and Colleges](#)
- ✓ [Ministère américain de l'éducation](#)

10.4 Universités

L'offre de formation universitaire est très vaste mais aussi très coûteuse, si bien qu'elle est soutenue par de nombreuses institutions privées (entreprises, fondations, etc.) de diverses manières (bourses, fondations, legs, cadeaux, etc.). Il est conseillé de consulter le site ci-dessous pour obtenir une vue d'ensemble du paysage universitaire américain.

WWW

✓ [Universitäten in den USA](#)

Voir aussi «[Séjour linguistique et études](#)».

11. Salaires et coût de la vie

11.1 Salaires et rémunération

Le salaire horaire minimum fixé dans la loi fédérale (*federal minimum wage*) s'élève depuis 2009 à 7.25 USD. De nombreux Etats, même villes, l'ont cependant relevé.

La plupart des employeurs payent leurs collaborateurs toutes les deux semaines, souvent au moyen d'un chèque bancaire (*paycheck*) ou par virement direct sur leur compte bancaire.

WWW

- ✓ [Wages \(Department of Labor\)](#)
- ✓ [Salaires et traitements](#)
- ✓ [Salaires aux Etats-Unis \(site payant\)](#)

11.2 Coût de la vie

Le coût de la vie dépend des divers facteurs tels que des charges sociales, des impôts, des besoins de chacun et du lieu d'habitation (p. ex. achat de produits locaux ou importés, résidence à la campagne ou dans une grande métropole). Elaborez un budget personnel. Demandez des conseils en discutant du sujet avec de futurs collègues et en visitant éventuellement le pays avant votre installation.

WWW

- ✓ [Coût de la vie \(DFAE\)](#)
- ✓ [Mercer's Cost of Living Survey](#)
- ✓ [Cost of Living Calculator \(CNN\)](#)

12. Logement et transports

12.1 Logement

Renseignez-vous auprès de connaissances ou de partenaires commerciaux sur les réalités locales et demandez en particulier s'il est préférable d'éviter certains quartiers. Suivant la ville et le quartier, le taux de criminalité peut être très différent.

Consulter les annonces dans la presse locale, sur Internet ou dans les brochures disponibles à l'entrée des supermarchés peut suffire pour trouver un logement, mais s'adresser à une *Real Estate Agency* (agent immobilier) peut présenter des avantages.

Aux Etats-Unis, on trouve, en plus des appartements et des maisons, d'autres formes de logement: les *Apartment communities* désignent ainsi des groupements d'appartements disposant d'une piscine et de salles de fitness communes. Quant aux *Gated communities*, il s'agit de groupes de bâtiments dont l'accès est contrôlé. Enfin, on trouve également des *Adult communities* dans les grandes villes réservées aux personnes handicapées et aux personnes âgées sans enfant.

Louer

Les indications sur la surface des appartements ne se rapportent en principe qu'aux chambres à coucher. Ils comprennent néanmoins tous un salon, une cuisine et des pièces d'eau, qui n'entrent pas dans le calcul.

Dans les grandes villes, les loyers sont considérablement plus élevés qu'en Suisse, un des critères déterminants étant le quartier dans lequel se trouve le bien.

N.B.: Il faut s'adresser au *landlord* (propriétaire) pour savoir quels frais annexes (électricité, eau, collecte des ordures, etc.) devront être réglés séparément et où s'adresser pour cela. Il est d'usage de payer une caution d'un à deux mois lors de la signature du bail. Sachez cependant que tant le montant du loyer que les conditions

sont toujours négociables. Il est usuel d'adapter le loyer aux conditions locales (renchérissement).

Acheter

Les étrangers peuvent en principe acquérir un bien, mais les dispositions légales varient d'un Etat à l'autre.

Si, dans l'ensemble, les frais de construction et les prix de l'immobilier sont plus bas aux Etats-Unis qu'en Suisse, les taux hypothécaires sont nettement plus élevés, puisqu'ils englobent une part d'amortissement. Il est recommandé de s'assurer les services d'un avocat ou d'un *Realtor* (agent immobilier), dans la mesure où les contrats de vente sont beaucoup plus précis et que de multiples *closing costs* (taxes non comprises dans le prix de vente) peuvent être facturés.

WWW

- ✓ [Department of Housing](#)
- ✓ [Wahl des Wohnortes \(Best Places To Live\)](#)
- ✓ [Find a home:](#)
- ✓ www.realtor.com
- ✓ www.realestate.com
- ✓ [Zillow](#)
- ✓ [Trulia](#)
- ✓ [International Real Estate Listings \(Mondinon\)](#)

Tension du réseau électrique

- Electricité: 110–120 Volt/60 Hertz (Suisse: 220–230/50)
- Prises: types A et B

Transformateur et adaptateur

Les équipements électriques suisses doivent être utilisés avec des transformateurs et des adaptateurs.

WWW

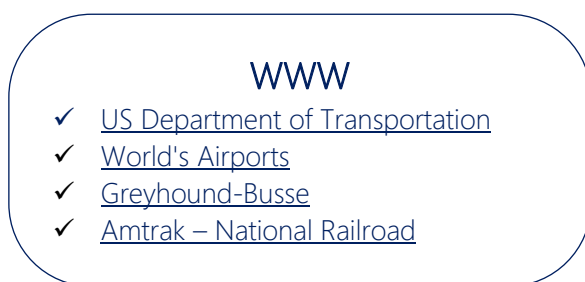
- ✓ [Normes électriques dans le monde \(Wikipedia\)](#)

Poids et mesures

Les Etats-Unis connaissent le système des poids et mesures anglo-saxon.

12.2 Transports

Compte tenu des distances, les infrastructures de transport américaines sont radicalement différentes des européennes. Le réseau routier, les chemins de fer et les connexions aériennes sont essentiellement concentrés sur les grandes métropoles. Les zones résidentielles et les centres commerciaux se situent parfois en périphérie et ne sont souvent accessibles qu'en voiture. Seules les grandes villes disposent d'un réseau de bus et de métro.



Route

Le transport de personnes s'effectue quasiment exclusivement par la route (trafic individuel et bus longues distances). Le réseau routier et

autoroutier est très dense, mais souvent mal entretenu. Certains tronçons d'autoroute et ponts sont payants. Un réseau de bus longues distances couvre l'intégralité du pays et relie toutes les grandes villes.

Rail

Le transport de marchandises s'opère avant tout par chemin de fer et dans de grands camions. Le train ne subsiste pour ainsi dire comme moyen de transport de personnes que dans le triangle Boston-Chicago-Washington D.C. Plusieurs compagnies de chemin de fer assurent des liaisons continentales est-ouest et nord-sud.

Aviation

L'avion constitue le mode de transport numéro un pour les longues distances. Toutes les grandes villes disposent de bonnes liaisons aériennes vers l'international.

Navigation

Aux Etats-Unis, une grande partie du volume de fret sont transportés par voies d'eau. Avec plus de 300 ports par lesquels transitent chaque année environ 2.6 milliards de tonnes de biens, la navigation intérieure joue un rôle important. De nombreuses voies d'eau sont reliées aux Grands Lacs.

13. Culture et communication

13.1 Vie culturelle

La vie culturelle aux Etats-Unis est extrêmement diversifiée. Dans les grandes villes, des concerts, des comédies musicales, des spectacles de théâtre et des vernissages d'expositions ont lieu tous les jours. Même les villes de moindre importance proposent de multiples manifestations culturelles. Aux Etats-Unis, les événements sportifs tels que les matches de foot américain, de basket et de hockey sur glace sont très appréciés et fréquentés. De nombreux styles musicaux comme le jazz, le rock, la country, le hip-hop et le R'n'B sont apparus aux Etats-Unis et très répandus dans le pays.

Religion

Aux Etats-Unis, la Constitution garantit la liberté de religion. En conséquence, le paysage religieux est marqué par la coexistence de diverses religions. Plus de deux tiers de la population sont chrétiens. Les juifs, les musulmans, les bouddhistes et les hindouistes représentent ensemble près de 6 % de la population ; environ un quart des habitants déclarent n'appartenir à aucune communauté religieuse.

Radio, TV, Presse

Il est impossible de capter les programmes de la SSR aux Etats-Unis. Les Suisses de l'étranger peuvent cependant suivre les émissions produites par la RTS dont celle-ci détient les droits,

sur le site www.rts.ch/play, sur l'application Play RTS ou sur le site www.rts.ch.

Quant aux raccordements par satellite ou par câble, ils offrent d'innombrables programmes TV ou radio, sur abonnement.

WWW

- ✓ [Radio Télévision Suisse \(RTS\)](#)
- ✓ [Swissinfo](#)

Le choix de journaux et magazines locaux est vaste et de nature à satisfaire tous les intérêts.

WWW

- ✓ [US Newspapers listed by State](#)

Services de diffusion en continu

Il existe aux Etats-Unis une grande variété de services de diffusion en continu (*streaming*) très populaires. Ils se différencient fortement en matière d'offre et de prix, et peuvent être adaptés aux besoins des consommateurs. Les plateformes les plus populaires sont Netflix, Hulu, Amazon Prime et HBO.

13.2 Numéros de téléphone / urgence

- Indicatif international: 001
- Police – Pompiers – Ambulance: tél. 911
- Renseignements : www.411.com

14. Sécurité

14.1 Risques naturels

Tornades, feux de forêt et tremblements de terre peuvent survenir toute l'année dans tout le pays. De mai à novembre, les ouragans menacent le golfe du Mexique et la côte Est. En hiver, de fortes tempêtes de neige (blizzards) peuvent survenir. Veuillez-vous conformer aux instructions des autorités américaines pour tous les risques naturels.

WWW

- ✓ [Federal Emergency Management Agency](#)
- ✓ [National Hurricane Center](#)
- ✓ [National Weather Service](#)
- ✓ [National Interagency Fire Center](#)
- ✓ [Earthquake Hazards Program](#)
- ✓ [American Red Cross](#)
- ✓ [World Meteorological Organization](#)

En cas de crise ou de catastrophe naturelle

Si une catastrophe naturelle devait se produire durant votre séjour, prenez immédiatement contact avec vos proches et suivez les instructions des autorités. En cas d'interruption des communications avec l'étranger, mettez-vous en liaison avec la représentation suisse la plus proche (ambassade, consulat).

14.2 Divers

Recommandation

Assurez-vous avant votre séjour que les services médicaux sont couverts par votre assurance maladie (voir « Prévoyances et assurances ») et pensez à l'assurance voyage et autres assurances. Lisez les conseils aux voyageurs du DFAE, ils sont continuellement mis à jour.

WWW

- ✓ [Conseils aux voyageurs – Etats-Unis \(DFAE\)](#)

15. Suisses et Suissesses

15.1 Protection consulaire et diplomatique

Protection consulaire

La protection consulaire est une forme particulière de défense des intérêts que les représentations à l'étranger assurent en faveur des ressortissants suisses. En vertu de la loi fédérale du 26 septembre 2014 sur les Suisses de l'étranger LSETr (RS 195.1), les représentations diplomatiques et consulaires peuvent aider les ressortissants suisses qui ne sont pas en mesure ou qui ne peuvent raisonnablement pas être tenus d'assumer seuls, ou avec l'aide de tiers, la défense de leurs intérêts. Ainsi, les personnes concernées doivent, selon le principe de la responsabilité individuelle, rechercher en premier lieu, et dans la mesure du possible de manière autonome, les interlocuteurs et les aides disponibles sur place: police, ambulances, centres médicaux, institutions financières, assurances, etc. La protection consulaire, c'est-à-dire la prestation d'aide de la part du DFAE, n'intervient qu'à partir du moment où les personnes concernées ont fait tout ce que l'on pouvait raisonnablement attendre d'elles pour remédier à une situation de détresse en s'organisant et en se procurant les moyens financiers nécessaires. Nul ne peut revendiquer un droit aux prestations d'aide de la Confédération.

Protection diplomatique

Si un État enfreint des règles de droit international, la Suisse peut entreprendre des démarches diplomatiques pour venir en aide à ses ressortissants (protection diplomatique).

WWW

- ✓ [Guide pratique « Émigration »](#)
- ✓ [Protection consulaire: assistance à l'étranger \(DFAE\)](#)
- ✓ [Protection diplomatique et protection consulaire \(DFAE\)](#)
- ✓ [Helpline \(DFAE\)](#)



La Helpline DFAE fait office de guichet unique pour toute question ayant trait aux services consulaires
(24h/24)

Tél. en Suisse : 0800 24-7-365

Tél. depuis l'étranger : +41 800 24-7-365,
+41 58 465 33 33

Courriel : helpline@eda.admin.ch

Skype : [helpline-eda](#) (gratuit de l'étranger)

15.2 Droits politiques

À l'étranger aussi, exercez vos droits politiques !

Les ressortissants suisses peuvent exercer leur droit de vote depuis l'étranger : ils peuvent prendre une part active ou passive aux initiatives populaires, aux demandes de référendum, aux votations et aux élections au Conseil national (les élections au Conseil des États sont réglées au niveau cantonal). Ils doivent pour cela avoir un domicile fixe à l'étranger et s'être enregistrés auprès de l'ambassade ou du consulat compétent comme Suisses de l'étranger ayant le droit de vote. Toute personne inscrite de cette manière sur le registre électoral de sa dernière commune de domicile reçoit par courrier le matériel de vote officiel ainsi que les explications du Conseil fédéral. La « Revue Suisse », le magazine des Suisses de l'étranger, annonce par ailleurs régulièrement les votations à venir. Le site Internet Démocratie (ch.ch) peut également être consulté.

WWW

- ✓ [Démocratie \(ch.ch\)](#)
- ✓ [Revue Suisse](#)

Elections et votations cantonales

Dans plusieurs cantons, les ressortissants suisses de l'étranger peuvent également se prononcer lors des échéances cantonales.

Inscription: Suisses et double nationaux

Les doubles nationaux peuvent également exercer leur droit de vote en Suisse. Dans certains États qui ne reconnaissent pas la double nationalité, leur deuxième nationalité pourrait néanmoins être remise en cause.

WWW

- ✓ [Droit de vote et d'élection \(DFAE\)](#)

15.3 eGov

Afin de compléter l'offre numérique du DFAE, toutes les représentations offrent sur leur page Internet de nombreuses informations aux Suisses de l'étranger. De plus en plus de représentations communiquent également sur les réseaux sociaux, comme Facebook et Twitter.

WWW

- ✓ [Représentations et conseils aux voyageurs \(DFAE\)](#)

Guichet en ligne

Le guichet en ligne du DFAE permet de simplifier l'échange entre les ressortissants suisses domiciliés à l'étranger et la représentation compétente. Une fois enregistré auprès de la représentation, vous pouvez vous inscrire au guichet en ligne du registre des Suisses de l'étranger et indiquer par exemple vos changements d'adresse, commander vos publications (« Revue suisse »), contacter la représentation dont vous dépendez ou annoncer des changements d'état civil.

Vous trouverez davantage d'informations et le lien d'accès à l'inscription ici :



15.4 Organisations

L'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) est composée du Conseil des Suisses de l'étranger et du secrétariat, qui offre une vaste palette de prestations à l'intention des Suisses de l'étranger. En fait partie la publication de la «Revue Suisse», distribuée gratuitement à tous les Suisses de l'étranger enregistrés, l'organisation du congrès annuel des Suisses de l'étranger, l'assistance aux jeunes Suisses de l'étranger (camps, séjours en famille d'accueil, échanges) ainsi que le conseil et l'assistance dans le contexte de l'émigration et du retour.

WWW

- ✓ [Organisation des Suisses de l'étranger \(OSE\)](#)
- ✓ [Revue Suisse](#)

Sociétés suisses

WWW

- ✓ [Swiss Clubs \(EDA\)](#)
- ✓ [Swiss Clubs in the USA \(Swisscommunity.org\)](#)

SwissCommunity.org

SwissCommunity relie entre eux les ressortissants suisses du monde entier et offre une variété d'informations

WWW

- ✓ [SwissCommunity](#)

Contact

- ✉ Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Direction consulaire DC
Emigration Suisse
Effingerstrasse 27, 3003 Berne
- ☎ **+41 800 24-7-365**, +41 58 465 33 33
- ✉ helpline@eda.admin.ch
- 💻 www.swissemigration.ch